

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 04 septembre 2025

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a relevé sa projection de croissance du PIB à 0,6 % pour 2025 (contre 0,1 % précédemment) et à 1,1 % pour 2026.

Ces prévisions demeurent au-dessus du consensus de marché recueilli par Citi fin août (0,4 %) et des dernières prévisions du FMI (0,2 %).

LE CHIFFRE A
RETENIR

+ 0,6 %

Prévision de croissance
en g.a. en 2025 - Banxico

L'économie devrait être atone cette année avant une expansion graduelle en 2026, soutenue par la consommation mais freinée par un investissement faible et la consolidation budgétaire en cours. Le bilan des risques reste orienté à la baisse, notamment en raison des incertitudes commerciales avec les États-Unis, de la volatilité financière et des tensions géopolitiques mondiales.

Le sous-gouverneur de Banxico, Jonathan Heath, a estimé que le pays avait évité le risque de récession, mais qu'une croissance de 0,6 % reste cependant largement inférieure au potentiel de croissance, plaçant l'économie « *entre atonie et stagnation* ». Banxico insiste sur la nécessité de renforcer productivité et investissement, de maintenir la discipline budgétaire et de tirer parti des opportunités offertes par l'USMCA pour dynamiser le secteur exportateur et consolider le marché intérieur.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Les investissements directs étrangers (IDE) ont atteint un record de 34,3 Mds USD au premier semestre de l'année, en hausse de 10,2 % en glissement annuel (g.a.). Malgré le contexte international incertain, la croissance des IDE s'est accélérée par rapport aux années précédentes, l'accroissement des IDE s'étant élevé à 7,1 % et 5,6 % respectivement aux premiers semestres 2024 et 2023. Par secteur, 36,0 % des IDE a été dirigée vers l'industrie manufacturière, suivi des services financiers (26,7 %), de la construction (7,6 %) et de l'extraction minière (7,2 %). La chute des flux observée dans le secteur de l'industrie manufacturière (-25,9 % g.a.) a été compensée par les IDE dans les secteurs financiers qui ont plus que doublé (+90,8 % g.a.), ainsi que par les IDE dans le secteur du commerce de gros (+50,3 % g.a.). Les Etats-Unis restent le principal investisseur au Mexique (42,9 %), suivis par l'Espagne (17,3 %), le Canada (5,1 %), le Japon et l'Allemagne. Alors que depuis le début de l'année, les Etats-Unis ont mis en place des droits de douanes sur un certain nombre de produits exportés depuis le Mexique, les IDE américains ont atteint 14,7 Mds USD, en hausse de +7,2 % par rapport à l'année dernière. Les IDE liés aux nouveaux investissements ont représenté 9 % du total, une part qui reste éloignée des niveaux atteints en 2021 (20 %) ou 2022 (15 %).

L'inflation a diminué à 3,51 % g.a. en juillet, réintégrant ainsi la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (3 % $\pm$ 1) après deux-mois consécutif à un niveau supérieur. L'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les prix des produits les plus volatils, s'est établie à 4,23 % g.a., à un niveau proche de celui enregistré le mois dernier (4,24 % g.a., soit le taux le plus élevé atteint au cours des douze derniers mois). Au sein de la composante sous-jacente, les prix des services ont enregistré une hausse de 4,44 % g.a., tandis que ceux des biens ont augmenté de 4,02 % g.a., continuant leur progression. En revanche, l'inflation sous-jacente s'est établie à 1,14 % g.a., affichant une baisse significative par rapport aux 4,33 % g.a. enregistrés le mois précédent. Cette baisse du taux d'inflation sous-jacente s'explique notamment par la décélération de la hausse des prix des produits agricoles (+0,17 % g.a.). D'après la Banque centrale, l'inflation devrait atteindre la cible de 3 % au T3 2026.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a abaissé le jeudi 7 août son taux d'intérêt directeur pour la 5ème fois consécutive depuis le début de l'année, procédant à une baisse de taux de 15 points de base (pdb), pour le porter à 7,75 % g.a.. Banxico a ainsi ralenti son cycle d'assouplissement budgétaire, après l'avoir accéléré au début de l'année, dans un contexte de ralentissement de la croissance économique, procédant ainsi à quatre baisses de 50 pdb au cours du premier semestre de l'année. Le Conseil de Gouverneurs de Banxico a jugé approprié de poursuivre le cycle de diminution du taux directeur en août, *« en cohérence avec l'évaluation du panorama actuel de l'inflation »* et en prenant en compte *« l'évolution du taux de change, la faiblesse affichée par l'activité économique ainsi que les impacts potentiels liés aux*

changements dans les politiques commerciales à l'échelle mondiale », d'après le communiqué officiel. Bien que l'inflation ait diminué au mois d'août, réintégrant la fourchette cible de Banxico (3 % ± 1), le maintien de l'inflation sous-jacente à des niveaux élevés pourrait justifier une pause dans le cycle d'assouplissement monétaire. Le consensus de marché s'attend toutefois à une nouvelle réduction de 25 pdb du taux d'intérêt directeur lors de la prochaine décision de politique monétaire, le 25 septembre prochain.

Les envois de fonds (remesas) auraient chuté de 16,2 % g.a. au mois de juin, enregistrant leur plus forte baisse depuis 13 ans. Cette baisse des envois de fonds des travailleurs s'inscrit dans un contexte du durcissement de la politique migratoire de l'administration Trump aux États-Unis, pays d'où proviennent environ 95 % des flux entrants. En juin, plus de 12,7 M d'opérations de transferts ont été enregistrées, soit une baisse de 14,3 % par rapport à la même période de 2024, lorsque le chiffre s'élevait à 14,8 M. D'après les analystes de BBVA, la diminution du nombre d'opérations, observée notamment entre avril et juin 2025, pourrait indiquer qu'un moins grand nombre de personnes aux États-Unis envoient de l'argent vers le pays. Au total, au cours du premier semestre de l'année, les envois de fonds se sont établis à 29,6 Mds USD, soit un montant inférieur de 5,6 % aux 31,3 Mds USD enregistrés sur la même période en 2024. La baisse observée au cours de la première moitié de 2025 s'expliquerait principalement par une moindre incorporation de nouveaux migrants mexicains au marché du travail américain, d'après les analystes de BBVA. Par ailleurs, au cours du S1 2025, 99 % des envois de fonds à destination du Mexique ont été effectués par virements électroniques, 79,5 % ont transité par des institutions non bancaires et 51,1 % ont été retirés en espèces.

Le taux de chômage s'est établi à 2,7 % au T2 2025, au même niveau qu'au T2 2024, mais légèrement supérieur aux 2,5 % enregistrés au T1 2025. La population économiquement active (PEA) s'est élevée à 61,1 M de personnes, en hausse de 111 000 par rapport à la même période en 2024, tandis que la population occupée a augmenté de 114 000 pour atteindre 59,4 M de personnes. Le taux d'informalité a augmenté à 54,8 % de la population active au T2 2025, en légère augmentation par rapport au taux de 53,7 % enregistré fin 2024. Concernant la structure du marché du travail, 10,6 % des travailleurs exercent dans les activités primaires, 24,5 % dans les activités secondaires et 64,1 % dans les activités tertiaires. Par ailleurs, l'écart entre les hommes et les femmes restent marqués, avec 75,1 % des hommes participant au marché du travail contre 45,8 %.

Sectoriel

Les exportations d'acier mexicain vers les États-Unis auraient chuté de 16,6 % g.a. au premier semestre de l'année. Cette baisse est directement liée aux tarifs douaniers de 25 % imposés par le président Donald Trump, en vigueur depuis le 12 mars. La part du Mexique dans les importations totales d'acier sur le marché américain a également chuté, passant de 13,4 % au S1 2024 à 12,3 % au S2 2025. De janvier à juin

2025, le Mexique est cependant resté le troisième fournisseur d'acier aux États-Unis, avec 4,6 Mds USD, derrière le Canada (5,3 Mds USD) et la Chine (5,3 Mds USD). Le Mexique est par ailleurs le premier client des exportations américaines d'acier, ces dernières enregistrant un montant nettement supérieur (6,7 Mds USD) à celui des exportations mexicaines vers les États-Unis (4,6 Mds USD). La chute enregistrée depuis le début de l'année pourrait être d'autant plus marquée au second semestre, les droits de douane en vigueur sur l'acier et l'aluminium ayant doublé, pour atteindre 50 % le 18 août dernier.

La présidente Claudia Sheinbaum a annoncé en août dernier des investissements d'entreprises étrangères et mexicaine dans le domaine de la santé, pour un montant total de 640 M USD. Cette annonce s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour attirer des investissements dans le secteur afin de consolider les chaînes d'approvisionnement pharmaceutique et de renforcer la souveraineté du pays en matière de santé. Le programme d'investissement présenté comprend quatre projets d'expansion industrielle, d'innovation technologique et de renforcement de l'écosystème pharmaceutique dans différentes régions du pays. La multinationale Boehringer Ingelheim a annoncé un investissement pluriannuel de 190 M USD pour agrandir et renforcer la capacité d'exportation de son usine de comprimés, située à Xochimilco. Bayer Mexico investira 150 M USD pour accroître sa capacité de production d'ingrédients pharmaceutiques actifs dans son usine d'Orizaba, dans l'État de Veracruz, tandis qu'AstraZeneca s'est engagée à investir 110 M USD sur deux ans, afin de renforcer ses activités et contribuer au *Plan México*. Enfin, l'entreprise mexicaine Carnot Laboratorios a indiqué qu'elle allouerait 190 M USD supplémentaires au cours des cinq prochaines années pour construire une nouvelle usine à Villas de Tezontepec dans l'État Hidalgo, qui générera 600 emplois directs hautement spécialisés et lui permettra d'exporter ses produits vers plus de 30 pays.

Finances publiques

La direction de l'entreprise nationale pétrolière (Pemex) a présenté au ministère de l'Énergie les grandes lignes de sa stratégie à l'horizon 2035, dans un contexte de forte pression financière et d'exigence croissante en matière de transition énergétique. La stratégie repose sur cinq piliers : (i) renforcer la production d'hydrocarbures, (ii) stabiliser les finances, (iii) améliorer l'efficacité opérationnelle, (iv) accroître la valeur ajoutée de ses activités, et (v) développer une offre de services énergétiques. L'objectif est d'atteindre l'autosuffisance financière à partir de 2027, en réduisant la dépendance au soutien budgétaire de l'État. Deux instruments ont été mis en place : une émission de notes pré-capitalisées de 12 Mds USD et la création d'un fonds d'investissement de 250 Mds MXN (13 Mds USD), cofinancé par Banobras et le secteur bancaire. Sur le plan opérationnel, Pemex entend stabiliser sa production pétrolière à 1,8 million de barils/jour, tout en renforçant son rôle dans le gaz naturel et en développant des projets de cogénération électrique pour une capacité installée de 2 750 MW. La stratégie inclut également la diversification vers

la vente de gaz, d'électricité et de services à des tiers, afin de générer rapidement de nouveaux revenus. Fitch a salué ces annonces en relevant la note de Pemex en monnaie locale (BB, perspective stable), une première depuis 11 ans, considérant que ce plan constitue un potentiel tournant structurel pour l'entreprise et un levier de développement énergétique pour le pays.

Le gouvernement mexicain, par l'intermédiaire de la Commission fédérale d'électricité (CFE) et du ministère de l'Énergie (Sener), a annoncé un investissement de 8,17 Mds USD dans le cadre du Plan de renforcement et d'expansion 2025-2030. Cette enveloppe servira à construire 275 nouvelles lignes de transmission et 524 nouvelles sous-stations électriques, afin de consolider le réseau national de transmission et de bénéficier à 50 millions d'utilisateurs dans tout le pays. Lors de sa conférence matinale, la présidente Claudia Sheinbaum a souligné qu'il s'agit d'« *un investissement très important* » qui permettra d'interconnecter pleinement la République, rappelant que le Mexique dispose, contrairement à de nombreux pays, d'un système national interconnecté. Elle a notamment évoqué la finalisation de l'interconnexion de la péninsule de Basse-Californie, longtemps isolée du reste du pays. La ministre de l'Énergie, Luz Elena González, a précisé que ce plan permettra d'améliorer la fiabilité et la sécurité du système électrique, de renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles, d'interconnecter des communautés isolées et de réduire la pauvreté énergétique. Elle a également indiqué que des technologies de pointe seraient intégrées pour réduire les pertes et les congestions du réseau.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	04/07/2025
Bourse (IPC)	0,85%	15,63%	59 651,57 points
Change MXN/USD	0,27%	-5,89%	18,74
Change MXN/EUR	0,55%	-1,17%	21,83
Prix du baril mexicain	-0,38%	-5,36%	62,38

Amérique centrale

Belize

En juillet 2025, l'inflation a augmenté à 1,2 % g.a., selon l'Institut statistique du Belize. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des coûts alimentaires, du logement et de l'énergie. Les prix des produits alimentaires de base ont augmenté de 1,1 % en g.a, avec des hausses notables de 1,7 % g.a. pour les céréales, et de 3 % g.a. pour la viande. Les prix des services de transports et de télécommunications ont en revanche légèrement baissé.

Costa Rica

La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2025, de 3,6 % prévu en avril à 3,8 % prévu fin juillet. Les prévisions pour 2026 ont au contraire été revues à la baisse, passant de 3,8 % à 3,5 %. Ces projections restent inférieures à celles du début de l'année, qui tablaient sur une croissance économique de 4,1 % pour 2025 et de 4 % pour 2026.

El Salvador

Selon la Banque Centrale de Réserve (BCR), la dette publique a atteint 33,5 Mds USD en juillet 2025, en hausse de 9,2 % g.a.. La dette des entreprises publiques non financières a très largement progressé, passant de 755 M USD en janvier à 1,3 Md USD en juillet (+71 %). Le Salvador a reçu en parallèle 1,9 Md USD de crédits, dont 68 % d'institutions multilatérales et 25 % de la part du seul FMI. La dette publique représentait 87,5 % du PIB à la fin de l'année 2024 selon l'agence de notation Fitch Ratings. Le cadre législatif adopté par le pays en mars prévoit une réduction croissante de la dette publique à 80 % du PIB en 2030, 75 % en 2035 et inférieure à 70 % en 2045.

La croissance attendue pour 2025 se situerait entre 2,2 et 2,5% selon les estimations du FMI, de la Banque mondiale et de la CEPAL. Elle se rapprocherait ainsi de sa moyenne historique sur 25 ans (2-2,5 %). Les remesas continuent de soutenir la consommation, avec des hausses mensuelles comprises entre 15 et 18 % g.a., tandis que le tourisme et la construction restent dynamiques (+10 % g.a.). En revanche, l'industrie manufacturière et l'agriculture enregistrent un recul, et la dépendance à l'économie américaine ainsi que la spécialisation dans des services à faible valeur ajoutée limitent le potentiel de croissance du pays.

Guatemala

Le gouvernement guatémaltèque a présenté au Congrès son projet de budget pour 2026, à 18,3 Mds USD (+10,3% g.a.). Il prévoit un déficit budgétaire de 3,9 Mds USD, partiellement financé par l'émission de bons du Trésor à hauteur de 3,1 Mds USD. Le budget du ministère du Développement social (Mides) connaîtrait la plus forte progression, avec une hausse de 187 % g.a., atteignant ainsi 470 M USD. Le projet sera examiné par la Commission des finances du Congrès dans les 90 jours suivant sa présentation.

Les exportations guatémaltèques ont atteint 8,2 Mds USD au S1 2025, en hausse de 10,2 % g.a.. Ces exportations sont notamment portées par les ventes de café, qui ont progressé de 72 % g.a et se sont élevées à 993 M USD. Les exportations de sucre ont également largement augmenté de 42 % g.a.. A l'inverse, les exportations de textile ont reculé et les acteurs du secteur envisagent des pertes liées à l'incertitude commerciale. Malgré les droits de douane imposés par les États-Unis, la croissance globale reste positive, et l'Association Guatémaltèque des Exportateurs anticipe une progression annuelle des exportations de 6 % g.a..

Les perspectives de croissance du Guatemala pour 2025 ont été révisées à la hausse par la Banque centrale (Banguat), à 4 % contre 3,8 % initialement prévu. La croissance guatémaltèque serait soutenue par des exportations plus dynamiques (+6 % g.a. contre +2 % en avril) et par les envois de fonds (*remesas*) en augmentation de 20 % g.a. en août, estimées à 24,5 Mds USD d'ici la fin de l'année. Le déficit fiscal devrait quant à lui légèrement dépasser les prévisions, pour s'établir à 2,7 % contre 2,5 % initialement envisagés. Pour l'année 2026, la croissance est attendue dans une fourchette comprise entre 2,9 et 4,9 %.

Le groupe pétrolier français Perenco a mis fin à ses activités dans le pays le 12 août, face à l'absence d'accord législatif prolongeant la concession accordée en 1985. Le groupe français exploitait le champ pétrolier Xan dans la région du Péten et constituait le premier investisseur français du pays, avec plus de 2 Mds USD engagés depuis son arrivée. Perenco avait réduit progressivement son activité en mai 2025 en vue d'anticiper la situation. La transition s'effectuera sans solution immédiate de reprise de production ou de continuité des infrastructures. Par conséquent, le Ministère de l'Energie et des Mines (MEM) a lancé un processus de mise en concurrence afin de sélectionner l'entreprise impliquée dans les opérations de fermeture des installations pétrolières. Ces opérations pourraient atteindre un coût total de 50 M USD.

Honduras

L'économie hondurienne a progressé de 3,9 % g.a. au S1 2025, d'après la Banque centrale du Honduras (BCH). Cette croissance a été principalement tirée par les services financiers (+10,8 %), le transport et la logistique (+6 %), les télécommunications (+3,7 %) et l'agriculture (+3,1 %). Les flux commerciaux ont progressé légèrement (+1,6 %). Pour l'ensemble de 2025, la BCH prévoit une

croissance comprise entre 3,5 et 4,5 % et un taux d'inflation oscillant entre 4 et 5 %.

Le pays a enregistré une hausse 8,7% g.a. des entrées de devises au S1 2025, d'après la Banque centrale (BCH). La BCH indique un total de 13,2 Mds USD sur la période, reflétant notamment l'augmentation des exportations de café, qui ont généré 1,6 Md USD contre 879 M USD au S1 2024 (+88 % g.a.). Les envois de fonds (*remesas*) ont également progressé, atteignant 7,9 Mds USD (+25 % g.a.), tandis que les exportations de services ont augmenté de 33 % g.a., pour un total de 344 M USD.

Panama

En visite officielle à Tokyo, le président José Raúl Mulino, accompagné des ministres des Relations extérieures, des Finances, du Commerce et de l'Industrie, a présenté aux grands groupes japonais les principaux projets d'infrastructures du Panama, avec pour objectif d'en assurer le financement et d'attirer de nouveaux investisseurs. Parmi les entreprises intéressées, Mizuho Bank, l'une des trois mégabanes japonaises, aurait manifesté son intérêt pour le projet de train Panama–David, l'interconnexion électrique avec la Colombie, la modernisation des usines de traitement d'eau et la réhabilitation d'infrastructures stratégiques comme les routes, la décharge publique de Cerro Patacón et le viaduc de Cerro Campana. De son côté, le conglomérat Sumitomo Corporation, fort de plus de quatre siècles d'expérience, se serait positionné sur les projets liés aux ports de Corozal et de Telfers, ainsi qu'au gazoduc interocéanique.

Nicaragua

Les exportations ont augmenté de 17 % g.a. au cours du T2 2025 selon la Banque Centrale du Nicaragua (BCN). Elles se sont élevées à 2,4 Mds USD contre 2 Mds USD au T2 2024. Cette croissance a été portée par les exportations de biens agricoles (+ 48,7 % g.a.), les exportations minières (+31,5 % g.a.) ainsi que par les exportations de produits issus de la pêche (+ 13 % g.a.). Les importations ont également légèrement progressé de 4,9 % g.a. et ont atteint 2,9 Mds USD. Le Nicaragua a ainsi affiché déficit commercial de 514 M USD au T2 2025, en baisse de 28,9 % g.a..

Caraïbes

Barbade

Le port de la Barbade (Barbados Port INC – BPI) a finalisé vendredi dernier un protocole d'accord (MoU) avec l'Autorité maritime du Panama visant à approfondir les liens commerciaux et à favoriser la croissance économique mutuelle entre la Barbade et le Panama. L'accord inclue notamment des dispositions relatives au commerce durable, à l'innovation et la gestion environnementale dans le secteur maritime.

La Barbade a enregistré 367,3 M USD d'investissements directs étrangers (IDE) au S1 2025. Selon la Banque centrale de la Barbade, cela représente une augmentation de 43 % par rapport aux 257,4 M USD que le pays a reçus au cours du S1 de l'année 2024. Ce bon résultat va permettre, selon le gouverneur de la Banque centrale, de couvrir l'augmentation du déficit courant lié à une hausse des importations de marchandises. Dans un contexte où les comptes publics enregistrent une légère baisse des recettes fiscales provenant des sociétés financières internationales, alors même que les recettes du tourisme affichaient une forte progression. Les réserves internationales auraient augmenté de 695 M USD, atteignant un niveau record de 3,9 Md USD soit l'équivalent de 37,4 semaines d'importations.

Cuba

Les investissements publics à Cuba se réorientent vers l'énergie au premier semestre 2025. Si depuis des années l'investissement public à Cuba se démarque par la prépondérance du secteur de la construction touristique, un changement de politique est à noter, en cohérence avec les dernières annonces des autorités. D'après les chiffres publiés par l'Office national de la statistique et de l'information (ONEI) à la fin juin, le premier volume d'investissement réalisé a été dans le secteur de l'électricité, gaz et eau avec plus du tiers (33,6 % du total) des investissements soit une hausse de 10,7 % g.a. Cette décision intervient dans un contexte de crise énergétique, marqué par des coupures électriques journalières et des difficultés dans la distribution de l'eau potable, avec plus de 800 000 habitants n'ayant pas accès à l'eau courante. En parallèle, une baisse de 9 % g.a. de l'investissement dans les services aux entreprises, immobiliers et location a été observée. A noter que c'est la première fois, depuis la crise sanitaire, que les montants alloués à ce secteur diminuent. En effet, les autorités cubaines avaient continué à investir massivement dans leur parc hôtelier mais également dans les infrastructures de loisirs (golfs, marinas etc) même si, en termes d'occupation, Cuba n'arrive plus à atteindre les chiffres de référence d'avant la pandémie (-25 % g.a. de visiteurs au premier semestre 2025). Enfin, l'industrie manufacturière constitue le 3ème poste d'investissement public, avec 15,2 % des investissements du semestre. En dépit d'un montant qui a cru depuis des années, les ressources accordées restent encore insuffisantes, ce qui se traduit par une pénurie de biens manufacturés dans l'île.

République Dominicaine

D'après les données de l'indicateur mensuel de l'activité économique (IMAE) de la Banque Centrale, l'économie dominicaine a enregistré une croissance de 2,9 % g.a. en juillet 2025, après une hausse modérée de 1,1 % g.a. en juin. Sur la période de janvier à juillet, l'activité affiche ainsi une expansion cumulée de 2,4 % par rapport à la même période en 2024. Cette dynamique a notamment été portée par les activités minières, les zones franches, la construction et les services. Le secteur minier s'est particulièrement illustré avec une progression de 21 % g.a. en juillet, justifiée par l'augmentation des volumes extraits d'or et d'argent. S'ensuit le secteur industriel qui se distingue avec une hausse de + 7,1 % g.a., encouragée par l'augmentation de la demande des biens provenant des zones franches. Les services financiers profitent d'une accélération du crédit au secteur privé (+10,3 % g.a.) et affiche une amélioration de +6,3 % g.a.. Alors qu'en repli au T1, le secteur de la construction a connu un rebond de +3,8 % g.a. relatif à l'augmentation des ventes de ciments et de fer. Si ces résultats confirment la résilience de l'économie dominicaine, des initiatives de diversification productive sont tout de même attendues.

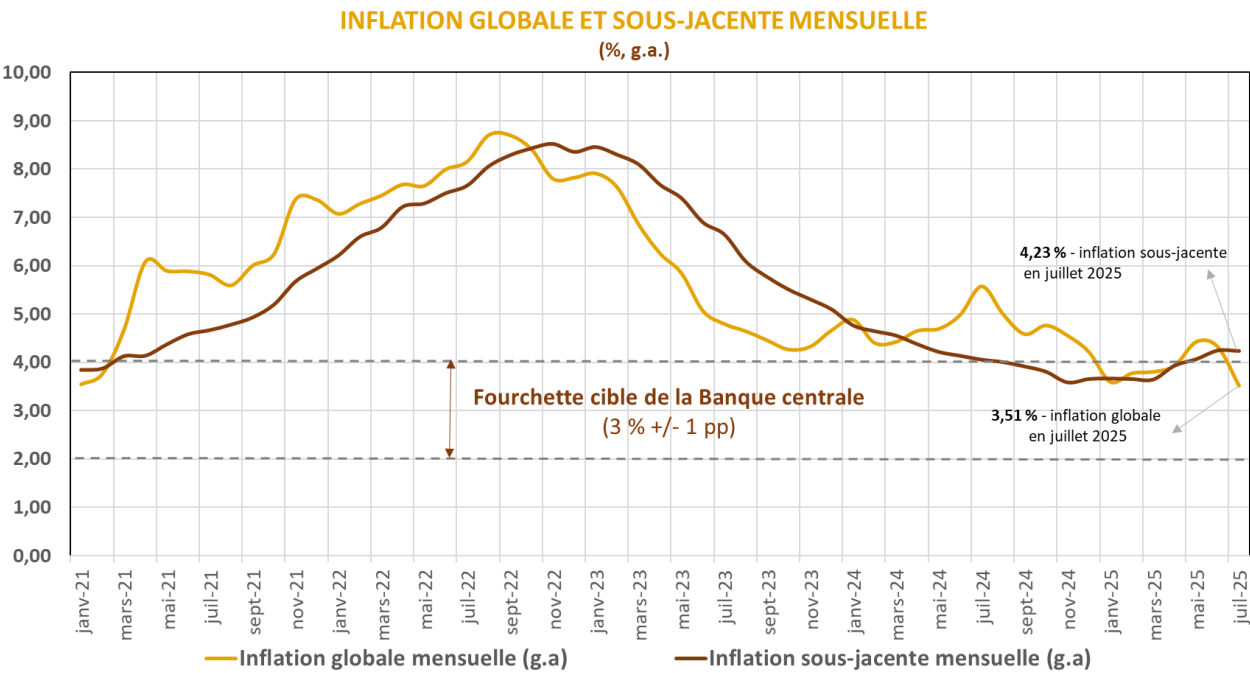
Le gouvernement dominicain a présenté au Congrès un projet de réforme du budget général de l'Etat pour 2025, portant les dépenses à 26,2 Mds USD, soit une hausse de 1,1 Md USD par rapport au budget initial. Les recettes estimées s'élèvent à 20,1 Mds USD générant ainsi un déficit budgétaire de 6,1 Mds USD, soit 3,47 % du PIB. Cette révision vise notamment à stimuler l'activité économique par l'investissement public (+560 M USD), destiné notamment aux infrastructures et aux services publics, avec pour objectif de compenser la croissance ralentie des premiers mois. Les ressources supplémentaires proviendront principalement d'excédents antérieurs, limitant ainsi le recours à l'endettement. Les économistes saluent cette orientation mais rappellent toutefois l'importance de l'efficacité et de la rapidité des projets envisagés sur le dernier trimestre de 2025 afin d'atteindre l'effet stimulant souhaité.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,4%	0,2%	1,4%	60,7%	3,5%	7,75%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	3,75%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2025

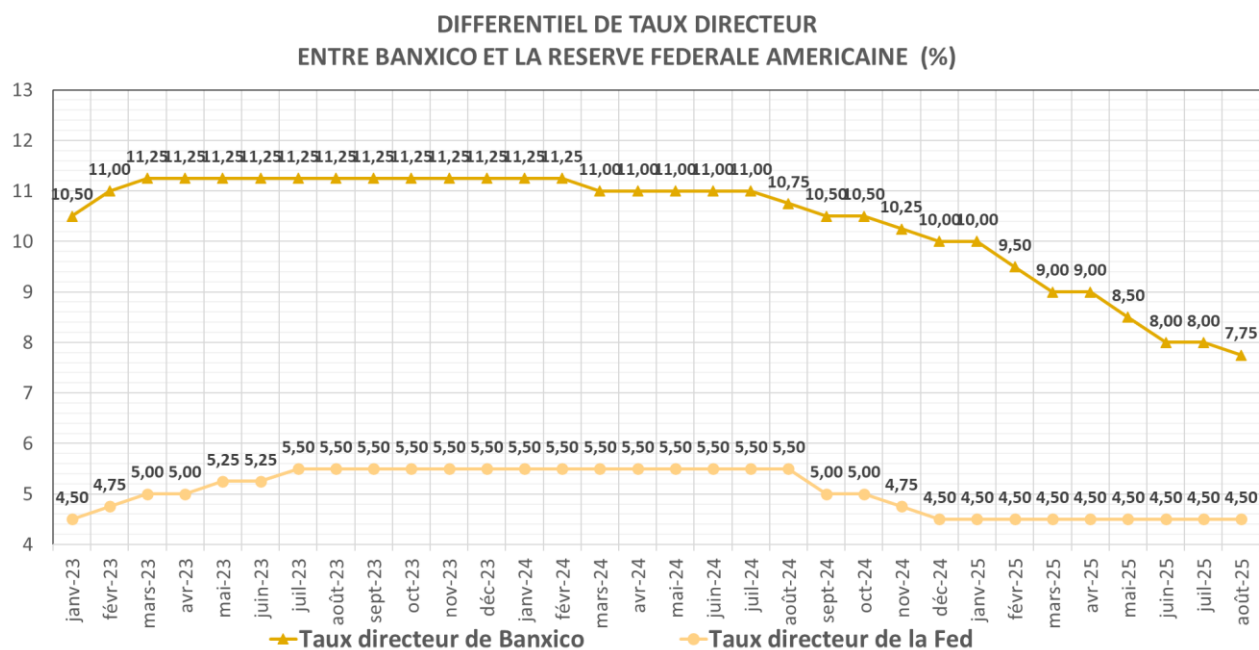
- Annexe Graphique Mexique -



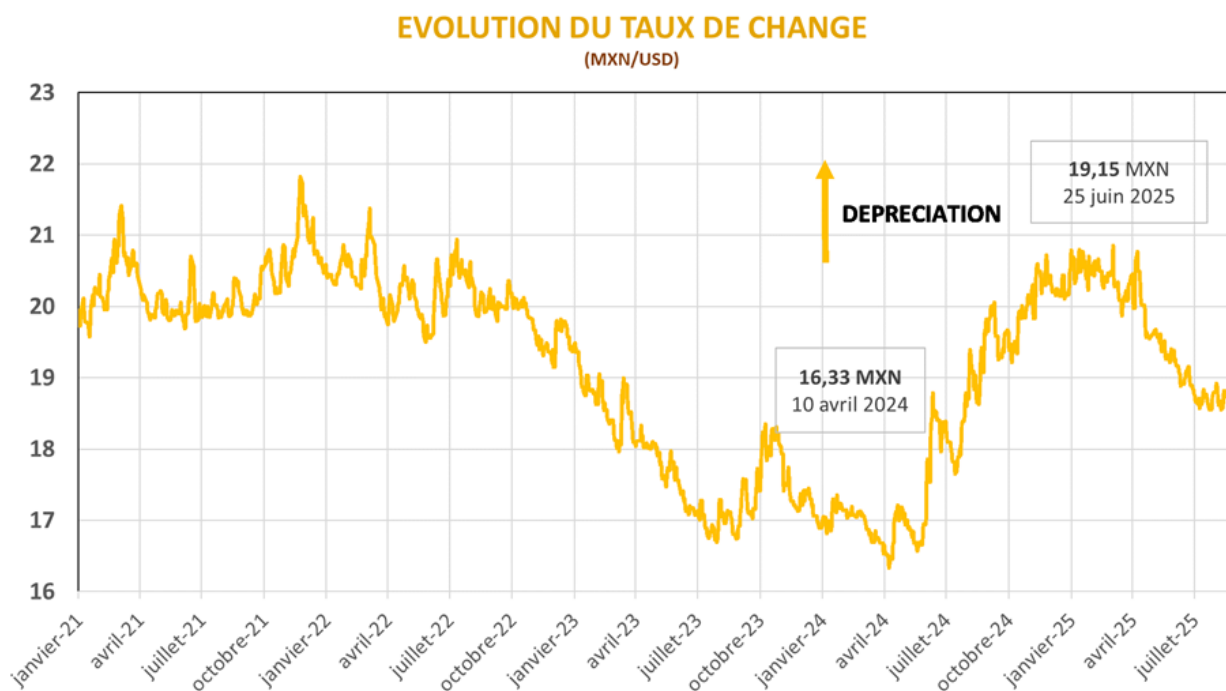
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325

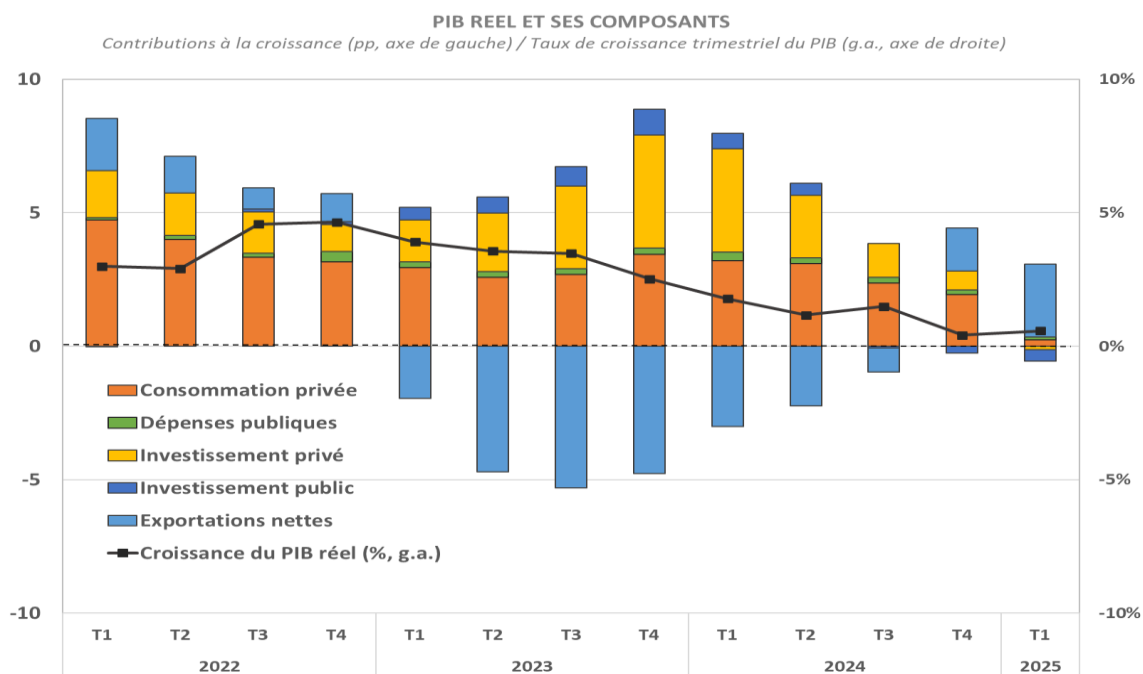
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

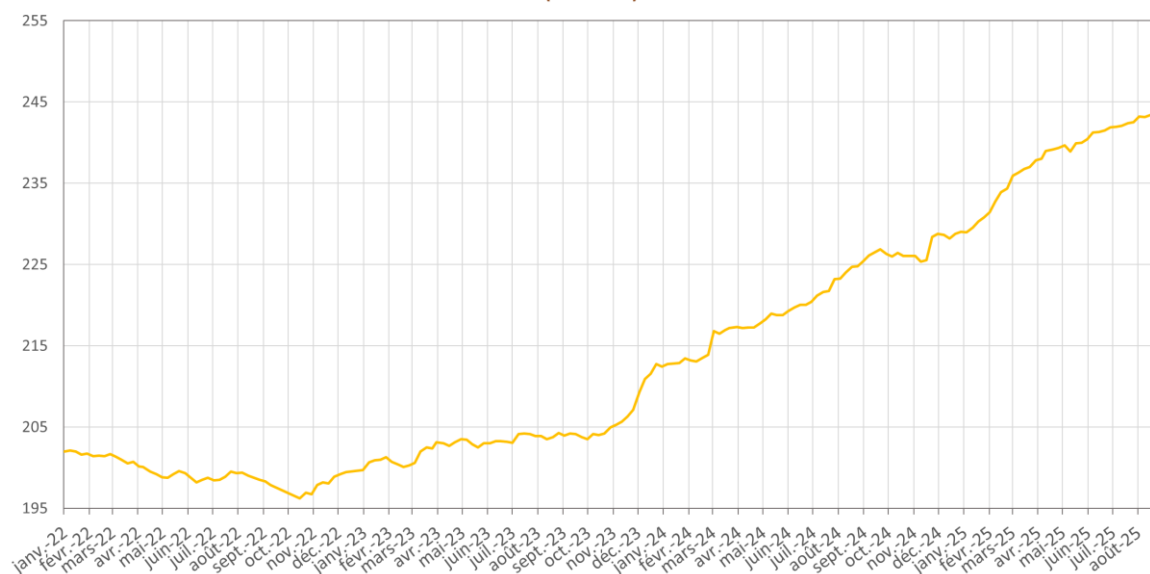


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr